

MIGRATION

Guerre aux réseaux clandestins

L'Algérie est en guerre contre les réseaux responsables de l'afflux massif de migrants africains vers son territoire et ne rate plus aucune occasion pour le faire savoir.

Abla Cherif - Alger (Le Soir) - Ce week-end, Nouredine Bedoui a fait savoir officiellement que les autorités étaient déterminées à lutter contre des «groupes criminels spécialisés dans la traite des Noirs» mais sans fournir pour autant de détails sur le sujet. Ce dernier s'est contenté de lier naturellement le fait à l'immigration clandestine à laquelle le pays fait face depuis un certain moment et rassurer une nouvelle fois quant au traitement réservé aux migrants lors de leur rapatriement vers leur pays d'origine.

La lutte contre les réseaux spécialisés dans le trafic humain est pourtant au centre de l'une des plus grosses guerres qui se mène à nos frontières. Pour mieux gérer ses territoires, l'Algérie a y compris décidé de placer de vastes étendues sous contrôle militaire pour permettre aux soldats de contrôler plus efficacement les déplacements humains qui s'y opèrent.

Ces mesures contraignent les civils désireux de traverser ces

régions à se présenter auprès des autorités militaires chargées de leur délivrer des laissez-passer. Des informations publiées par *Le Soir d'Algérie*, il y a quelques semaines, faisaient également savoir que les nomades peuplant ces zones ont été informés de l'entrée en vigueur de ces nouvelles directives. Cette tâche semble avoir été facilitée par la mise en place de mesures similaires en Mauritanie.

De larges étendues frontalières avec l'Algérie ont été placées sous contrôle militaire, avait annoncé le ministère mauritanien de la Défense avant d'expliquer, sur son site officiel, que son souci était de mettre fin aux activités des contrebandiers qui pullulent dans ces régions.

Des sources algériennes très proches du dossier nous ont récemment fait savoir qu'un travail d'information mené en concertation avec des pays voisins a permis à l'Algérie d'obtenir des données très utiles. «Nous avons des noms de passeurs,



Photo : DR

L'Algérie se prémunit contre les flux des réfugiés.

nous savons comment ils agissent et quelle est leur finalité. Ces groupes sont spécialisés dans la traite des Noirs et l'Algérie est pour eux une cible.»

Les mêmes sources indiquent, par ailleurs, que des enquêtes ont permis de remonter jusqu'à «la tête de certains réseaux et d'arrêter les responsables. Ils ont été présentés devant la justice et condamnés à la prison».

«Des enquêtes ont été également menées dans les milieux

des migrants et elles ont parfois abouti à des résultats effrayants.»

Certaines de ces conclusions auxquelles ont abouti les recherches ont été dévoilées à l'opinion publique par la présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA). «Nous avons découvert la présence de 3 000 enfants non accompagnés et chargés de mendicité et de 6 000 femmes spécialisées dans la prostitution», affirmait Benhabylès, il y a peu. Les concernés ont été rapa-

triés dans leur pays d'origine. Les 1^{er} et 4 août derniers, plus de 900 Nigériens ont été rapatriés lors de deux opérations successives. Une troisième vague suivra dans les jours à venir, a annoncé la présidente du CRA. «Tous les moyens ont été mis en place pour éviter d'être à nouveau face à la même situation : noyés sous le flux des réfugiés et noyautés», commentent les personnes ayant, de près ou de loin, affaire au dossier.

A. C.

NOUVEAU DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF

Le ministre de l'Intérieur annonce des mesures de consolidation

Les nouvelles wilayas déléguées auront bientôt plus de prérogatives en attendant de les hisser au rang de wilayas à part entière.

Jeudi à In Salah où il a effectué une visite de travail, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales Nouredine Bedoui a annoncé que son département devrait soumettre à l'approbation du gouvernement de nouvelles procédures juridiques devant renforcer la décentralisa-

tion dans les wilayas déléguées instituées en vertu du tout dernier découpage administratif. Et ce, avant la fin de l'année en cours.

Le projet devrait selon ses termes, «consacrer une véritable décentralisation dans la prise de décision au niveau des wilayas déléguées».

Bedoui, qui est intervenu lors d'une rencontre avec les élus locaux de la wilaya déléguée de In Salah en présence

du wali de Tamanrasset et nombre de secrétaires généraux de plusieurs départements ministériels, a ainsi souligné que les wilayas déléguées nouvellement créées font l'objet d'une évaluation de son ministère. «L'objectif de la création de telles wilayas est de rapprocher les différents services administratifs du citoyen et créer une dynamique de développement et d'investissement. Elles sont actuellement en phase de transition et leur promo-

tion en wilayas à part entière se fera sur la base d'une évaluation», a-t-il soutenu sans préciser si les dix wilayas déléguées seront promues en même temps ou bien graduellement, en fonction de l'évolution de la situation de chacune d'elles.

Le ministre de l'Intérieur s'est, en tout cas, félicité de ce nouveau découpage qu'il a qualifié de «pertinent» dans la mesure où, a-t-il ajouté, il a rapproché davantage l'administration du citoyen afin d'améliorer son cadre de vie. Et d'exprimer la volonté du gouvernement de changer la mentalité de centralisation qui prévaut dans les institutions de l'Etat : «Il y a de nombreux obstacles liés essentiellement à la persistance de la mentalité de centralisation à laquelle il faut mettre un terme». Il a enfin exhorté les élus locaux à mobiliser les ressources locales, aussi bien humaines que matérielles, afin de dynamiser l'investissement dans la région.

Sur un autre plan, Bedoui a rassuré les habitants de la région, victimes d'une inondation catastrophique due aux pluies saisonnières qui ont occasionné beaucoup de dégâts humains et matériels ces derniers jours, quant à la mobilisation de l'Etat pour les aider à surmonter ce sinistre : «L'Etat accompagnera tous les citoyens ayant été victimes des catastrophes naturelles, y compris les sinistrés des dernières pluies qui se sont abattues sur les wilayas du Sud».

Et de conclure : «L'Algérie est un Etat social et ne renoncera pas aux valeurs qu'il prône et sur lesquelles le président de la République insiste à chaque occasion».

S. A.

L. H.

ÉDUCATION

Plus de dix mille nouveaux enseignants pour la prochaine rentrée

Les candidats ayant postulé pour le concours de recrutement des enseignants en juin dernier sont fixés sur leur sort. Les résultats sont disponibles depuis jeudi sur le site de l'ONEC.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Un peu plus de dix mille nouveaux enseignants feront leur première rentrée scolaire, prévue le 4 septembre prochain pour le corps enseignant.

Le ministère de l'Éducation a ouvert 10 009 nouveaux postes dans le cycle moyen et secondaire pour la rentrée scolaire 2017-2018. Mais avant de leur confier les élèves, ces nouveaux enseignants devront suivre, au préalable, une formation de 15

jours avant la date de la rentrée scolaire. Ils seront soumis, cependant, à un cycle de formation tout au long de l'année scolaire notamment sur les nouveaux manuels.

Plus de 700 000 candidats ont postulé le 29 juin dernier à ce deuxième concours du genre dans le secteur. Seuls 134 192 d'entre eux ont pu accéder à l'examen oral qui s'est déroulé les 30 et 31 juillet dernier.

Parmi ces derniers seuls ceux ayant pu obtenir une

moyenne égale ou supérieure à 10 seront retenus.

Le recrutement se fera par ordre de mérite. Pour occuper l'un des dix mille postes ouverts, le ministère de l'Éducation prendra les candidats ayant décroché les meilleures moyennes. Le reste se retrouvera sur une liste d'attente et pourra prétendre à un poste dans l'enseignement en cas de besoin.

Une nouvelle manière de faire pour laquelle le département de Nouria Benghabrit a opté depuis 2016 pour puiser son personnel enseignant, «par souci de mérite et d'équité». Puisque la ministre de l'Éducation a déjà accusé les

responsables d'établissements scolaires de faire appel à leur réseau de connaissances pour occuper un poste dans l'enseignement.

Au total, le ministère de l'Éducation a indiqué avoir recruté 66 869 enseignants durant l'année 2016, dont 28 867 sur la base du concours sur épreuve organisé en avril et 38 000 autres à travers l'exploitation des listes d'attente issues de ce concours.

Le but étant de combler le déficit en personnel enseignant engendré entre autre par le départ en retraite de plus de 41 000 enseignants en 2016.